

Les pays pauvres ont-ils les moyens de jouer la carte de l'ouverture commerciale ?

par Antoine Bouët*

L'accès des pays pauvres au marché des pays riches est un enjeu décisif de la lutte pour le développement. Une libéralisation multilatérale serait-elle la solution, comme le recommande par exemple la Banque Mondiale ? En fait l'ouverture des frontières favorise l'accès des entreprises des pays riches au marché des pays pauvres, mais la réciproque n'est pas toujours vraie. Faut-il alors renoncer aux bénéfices du libre-échange ? Sur le principe, non ; mais il faut s'interroger sur les conditions du libre-échange. Et peut-être aussi revenir sur l'importance conférée à l'agriculture dans le développement des pays les moins avancés.

L'accès incertain aux marchés des pays riches

La Banque Mondiale a publié des rapports médiatisés qui appellent à l'ouverture des frontières au nom de la lutte contre la pauvreté, notamment en 2002 et 2004. Le premier, appelé *Making Trade Work for the World's Poor* conclut qu'une libéralisation multilatérale totale permettrait aux pays pauvres d'obtenir 525 milliards de dollars de revenu national supplémentaire par an. Le deuxième, *Realizing the Development promise of the Doha Agenda*, dessine un scénario en faveur des pauvres : très forte réduction des tarifs dans l'agriculture et l'industrie, particulièrement des pics tarifaires, élimination des subventions à l'exportation, découplage des soutiens domestiques, élimination des quotas tarifaires, des droits de douane spécifiques et anti-dumping... En conséquence, un revenu additionnel de 350 milliards de dollars pour les pays en développement par an et 8% de pauvres en moins sur la planète, soit 140 millions de personnes dont le revenu passerait au-dessus de 2 dollars par jour.

De mon point de vue, ces études de la Banque Mondiale manquent de nuance. L'accès des exportateurs africains aux marchés des pays riches, aisé sur le papier, est souvent difficile en réalité.

Les normes techniques, sanitaires et phytosanitaires (SPS) ont par exemple un impact pernicieux sur les exportations des pays en développement. Il est légitime que chaque État puisse imposer des normes en matière sanitaire et phytosanitaire pour contrôler les effets potentiels du commerce international sur la santé humaine, animale, végétale. Mais l'accumulation de standards nationaux, de règles techniques de plus en plus contraignantes peut évidemment avoir un impact négatif sur le commerce mondial et joue certainement un rôle plus restrictif encore sur les pays en développement. Cela pour deux raisons. D'abord parce que cela touche de manière prioritaire les produits agricoles et alimentaires, qui représentent pour une partie de ces pays des enjeux substantiels. Ensuite le respect des normes techniques et SPS suppose des changements dans les processus de production, la mise en place de procédures d'inspection, de contrôle, de certification qui sont autant de coûts supplémentaires, évidemment plus difficiles à supporter pour les pays en développement. Des recherches récentes ont ainsi montré que les pays exportateurs les plus touchés en termes de couverture des flux commerciaux étaient les pays en développement.

Les pays pauvres doivent-ils investir sur l'agriculture ?

Les institutions internationales, comme la Banque Mondiale, la *Food Agricultural Organization* ou l'*International Food Policy Research Institute* se sont en outre longtemps concentrées sur la seule agriculture, en y voyant une activité économique fondamentale pour le développement. Dans un schéma historique, l'augmentation de la productivité agricole est vue comme une condition nécessaire pour accélérer la croissance à long terme. L'histoire de l'économie britannique sous-tend cette vue. Mais il y a là peut-être un peu d'ethnocentrisme. En fait un grand nombre de pays en développement sont aussi exportateurs de produits issus du textile et

* Professeur d'économie à l'université de Pau et chercheur à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Washington DC).

de l'habillement, ou de services. Les réussites asiatiques vont peut-être secouer ces visions monolithiques, car il est urgent aussi de libéraliser ces secteurs. Les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande sont très protectionnistes dans le textile et l'habillement. Dans les services, des barrières très fortes existent dans la plupart des pays riches.

Mais le « Tiers-Monde » est-il simplement agricole ? Si l'on considère aujourd'hui l'ensemble des pays en développement, moins de 10% seulement de leurs exportations sont des produits agricoles, alors que 30% sont des produits du textile et de l'habillement et des équipements électroniques, d'ordinateurs et de télécommunications. 14% des exportations des 50 Pays les moins avancés (PMA) sont des produits agricoles, mais 22% des exportations de ces mêmes pays sont des produits industriels.

Le monde en développement n'est pas un monde homogène. Et on ne peut réduire leurs intérêts stratégiques à quelques revendications communes. Le monde en développement profitera globalement de la libéralisation totale des échanges, mais cela ne veut pas dire que chaque pays en sera bénéficiaire, et dans la même ampleur. Et initier dans ces pays une croissance économique soutenue demande surtout des réformes structurelles des institutions, des marchés, des investissements dans les infrastructures...